

« *La Realpolitik, c'est gouverner par le vice pour atteindre à la vertu.* »  
Otto, comte von Bismarck, Ministre-Président de Prusse et Chancelier d'Allemagne

Fait à Paris,  
Le 29 janvier 1871

# REALPOLITIK

## *PARTIE IV*

**Laurent CARTALIER**

Sire,

J'espère que ce mot vous trouvera à Versailles, avant que vous ne repreniez la route de Berlin. Les nouvelles que j'ai à vous transmettre sont en effet de nature à vous réconforter et à vous rassurer sur l'avenir des relations franco-germaniques.

Chacun des rendez-vous que j'ai planifiés hier, après la signature de l'armistice à laquelle Vous avez assistée, ont été honorés par les Français. Ces entrevues m'ont permis d'affiner la connaissance que je pouvais avoir ou supposer par ailleurs des sentiments de la population française. Ce que j'ai appris a conforté mes vues et affermi mes convictions.

Les Français sont aujourd'hui plus divisés que jamais. La défaite leur a fait perdre la confiance et tous leurs moyens, et ils ne savent plus à quel saint ils doivent se vouer. La situation dramatique dans laquelle se trouvent les Français en général, et les Parisiens en particulier, leur fait adopter des positions extrêmes, bien françaises dans leurs fondements. Notre présence en France devrait nous permettre de peser sur les destinées de cette nation, de façon à ce qu'elle ne soit plus à l'avenir un danger pour l'Allemagne que nous venons de créer. Nous devons simplement veiller à ce que les forces les plus menaçantes pour notre sécurité ne s'expriment pas, et favoriser les partis qui nous sont le moins hostiles.

L'homme le plus à même de prendre les rênes de la République est Adolphe Thiers, unanimement reconnu parmi les siens pour être un modéré, et que j'apprécie particulièrement pour son réalisme politique. Il est prêt à céder à toutes nos exigences, pourvu que nous le laissions libre d'organiser des élections et d'assurer son pouvoir. Il m'a dit être assuré d'emporter les suffrages en faisant campagne pour la paix, les Français ne voulant plus de la guerre, et j'ai tout lieu de le croire. Cet ancien orléaniste

est fort pragmatique et convient tout à fait comme homme de transition. La République qu'il incarne serait d'autant plus conforme à nos vœux qu'elle assumerait la défaite, annihilant ainsi tout désir de revanche de la part de la population. Nous serions ainsi assurés d'avoir en France un régime faible et stable, un régime improbable en somme, mais qui nous serait éminemment profitable. En principe, seul le régime fort est stable, et le régime faible, par nature, est instable. Il nous suffit de favoriser à ses débuts la République de M. Thiers, de la guider dans ses premiers pas, et sous nos bons auspices, avec notre approbation, de la voir reprendre en main les affaires de la France.

Pour en arriver à cette aberration – je vous rappelle qu'aucune République en France n'a su perdurer – nous devons tuer dans l'œuf les hommes et les idées qui pourraient rendre à la France sa puissance d'antan. Et j'ai suffisamment foi dans la stupidité des Français et dans le zèle de M. Thiers pour nous rendre ce menu service. Au besoin, notre armée d'occupation pourrait rapidement intervenir pour rétablir une situation qui échapperait à M. Thiers.

Les régimes qui ont traditionnellement fait la puissance de la France sont au nombre de trois : la monarchie, l'empire et les régimes que – faute de mieux – je qualifierais de révolutionnaires, ou de subversifs. Il est donc de notre intérêt d'empêcher que l'un de ces régimes ne s'installe à la tête de l'Etat français.

L'Empire s'est exclu de lui-même de la lutte pour le pouvoir en déclarant la guerre – n'oublions pas que nous sommes les agressés – et en la perdant. Il a de ce fait perdu toute légitimité aux yeux du peuple, et les quelques entrevues que j'ai pu avoir avec SM Napoléon ont achevé de me convaincre qu'il n'y avait là plus aucun avenir pour la France.

Les mouvements révolutionnaires, issus du peuple, doivent davantage attirer notre attention. Il s'agit là de Républicains, pour la majorité parisiens, qui refusent de reconnaître la défaite et de déposer les armes. Il est donc d'une importance cruciale de circonscrire leur action et leur influence, et ce, dans les plus brefs délais. C'est pourquoi j'ai laissé entendre à M. Thiers que certaines mesures vexatoires à leur encontre pourraient s'avérer nécessaires. M. Vallès, le représentant de cette frange extrémiste que j'ai vu cette après-midi, m'a semblé prêt à refuser tout

compromis – qu'il confond avec compromission – et en quittant mon bureau, il était d'humeur à défier à lui seul l'ensemble de notre armée ! Il ne devrait donc pas être bien compliqué de provoquer ces Républicains « rouges ». En les poussant prématurément à la rébellion ouverte, M. Thiers serait à même de les châtier, malgré son armée encore défaillante, d'extirper cette gangrène des fondations de sa République et de montrer la puissance de son régime à peu de frais. Au besoin, nous pourrions intervenir en cas de victoire parisienne, mais j'aimerais si possible éviter cette extrémité car la République apparaîtrait alors trop clairement aux yeux du monde comme notre création et notre créature.

Enfin, les monarchistes français sont ceux qui, à terme, représentent la menace la plus importante. Eux seuls sont à même de rendre à la France sa puissance, sa richesse et sa fierté. Heureusement, toutes les révolutions dont la France est si coutumière ont suffisamment brouillé le jeu politique pour que deux dynasties puissent prétendre au trône de France. J'ai fait savoir au duc de Broglie, un représentant monarchiste très influent, que nos préférences allaient au prétendant légitimiste que vous connaissez sous le nom de duc de Chambord. C'est un descendant direct de Louis XIV, intransigeant, convaincu de la justesse des préceptes de son ancêtre sur la monarchie absolue de droit divin. Cet homme n'entend rien à la politique contemporaine et je vois mal les députés français, quels qu'ils soient, le choisir pour roi. L'autre candidat, plus sérieux, est le prétendant orléaniste, le comte de Paris, fils du défunt roi Louis-Philippe. Mais avec un homme aussi habile que Thiers à la tête de l'Etat, et des monarchistes aussi compréhensifs que Broglie à l'Assemblée, je le vois mal monter sur le trône avant quelques années, si tant est qu'il y arrive. Et quand bien même cela serait, nous aurons su mettre ces années à profit pour développer notre puissance et conforter notre position de puissance continentale européenne dominante, bien au-delà des possibilités de revanche françaises.

Le vieil équilibre européen qui reposait depuis le Congrès de Vienne sur l'alliance bancale des cours de Paris, de Vienne et de Moscou vient de voler définitivement en éclats. Les Russes sont isolés, les Autrichiens dans notre orbite et les Français à genoux. Une nation seule est désormais capable d'assurer l'ordre et la sécurité du continent, pour sa plus grande prospérité et pour le bonheur des peuples de la *Mitteleuropa*.

Il était écrit que ce rôle devait échoir à l'Allemagne, dont vous êtes désormais le maître. Quant à moi, je suis et resterai à jamais votre très-humble, très-fidèle et très-dévoué serviteur,

O. von Bismarck

P.S : je vous prierais de conserver ces quelques réflexions par-devers vous. Je vois dans la fulgurante destinée de la Prusse et de l'Allemagne la marque évidente de la Providence et du génie propre à notre race. Mais certains pourraient n'y voir que l'empreinte froide et cynique de ma politique, une Realpolitik qui dissimulerait ses moyens pour mieux concrétiser ses objectifs. Ne laissons pas ces tristes sires et leurs sinistres considérations nous gâcher la vie. Consacrons-nous plutôt à la joie que nous tirons de notre triomphe, à la satisfaction de voir la justice et le bon droit récompensés et à la compassion envers tous nos compatriotes tombés héroïquement pour une juste cause dans une guerre que nous n'avons pas voulue.

**FIN**

## ANNEXE

*Document trouvé au début de la Grande Guerre par des infirmiers allemands sur le corps d'un soldat français, âgé d'environ 80 ans selon le médecin, abattu près de Meaux le 5 septembre 1914. Il se trouvait dans une enveloppe adressée à Otto von Bismarck et Helmut von Moltke. Les deux noms sont biffés mais restent lisibles.  
Il s'agit de la une d'un journal.*

À Monsieur le Comte de Bismarck le 5 mars 1871  
Grand Chancelier de l'Empire d'Allemagne

Monsieur et Ennemi,

Nous ne nous y trompons pas, croyez-le. Un traité de paix implique une transaction honnête, loyale, libre de toute pression.

C'est le couteau sous la gorge et en lui criant « la bourse ou la vie ! » que vous avez parlé de paix à la France.

Vos conditions de paix, Monsieur le Comte, sont des conditions de guerres.

Écoutez :

Depuis 60 ans, la Prusse attendait sa revanche.

Elle guettait l'heure, la minute où elle se sentirait assez forte pour écraser à son tour les vainqueurs d'Iéna.

Depuis 60 ans, vous assistiez, impassible, à notre dégénérescence physique et morale.

À Guizot disant : « France, enrichis-toi », vous auriez voté une statue.

À Napoléon III disant à la France : « Démoralise-toi », vous auriez tout pardonné, même son nom.

Et à mesure que la France s'enrichissait et se démoralisait, vous éprouviez une joie satanique et de vos lèvres sortaient d'étranges ricanements.

Les luxueuses et luxuriantes fêtes de Paris semblaient vous attirer.

Vous étiez partout aux premières places.

Plus fort que les autres vous battiez des mains, et au fond de votre cœur vous vous disiez :

« Le moment va venir ! Encore un pas plus avant dans l'égout, et c'en est fait de vous, Français hautains et superbes, qui si haut vantez votre civilisation et si bas vous vautre »

« Paris pourri, qui prétends être le soleil du monde et te passionnes pour un cheval et une sauteuse, encore quelques instants et tu auras vécu ! »

Ainsi vous parliez, monsieur le Comte, lorsque sans arrière-pensée et le cœur sur la main, nous vous recevions chez nous. Vous êtes un habile homme. Mais s'il est des habiletés que la diplomatie excuse et même applaudit, la conscience humaine les réprouve et l'histoire les flétrit.

Nos pères ont toujours lutté courtoisement, Monsieur le Comte, à armes égales, souvent un contre dix, jamais dix contre un.

Quoiqu'il en soit, merci !

Si l'heure fatale de la chute des nations n'a pas sonné pour la France, tremblez !

S'il reste encore sous la cendre de nos passions patriotiques une étincelle, tremblez !

Si dans nos veines circule encore une goutte de sang vivace, tremblez !

À nos enfants, nous placerons désormais dans une main un livre et dans l'autre un fusil, et nous leur apprendrons comment on se relève et comment on se venge !

Agréez, monsieur le Comte, l'assurance de notre haine implacable.

La rédaction du Châtiment

*La page comporte également une note manuscrite « Que peut l'habileté d'un homme face à la colère d'un peuple ? » ainsi que les initiales J.V.*